



Déclaration liminaire **de la Fédération Syndicale Unitaire des Hautes-Pyrénées**

CDEN du jeudi 19 septembre

Monsieur le Préfet, Madame l'Inspectrice d'académie, Mesdames, Messieurs les membres du CDEN,

Nous sommes réunis pour aborder des enjeux cruciaux pour notre système éducatif. Au nom de la FSU, nous dénonçons une situation alarmante menaçant l'avenir de notre école publique.

Sous un Premier ministre de droite influencé par le Rassemblement National, nous allons assister à une politique éducative marquée par des économies budgétaires sévères, négligeant les besoins réels des élèves et des enseignants. Les conditions de travail continueront de se détériorer, sans perspective d'amélioration salariale ou de moyens supplémentaires. Les ressources seront détournées vers le ministère de l'immigration, l'armée ou les multinationales, laissant l'éducation à l'abandon.

La gestion de l'inclusion scolaire restera catastrophique avec environ 50% des élèves inclus présentant des troubles psychiques graves, entraînant des crises de violence et des perturbations en classe. Le manque de moyens aggravera les conditions de travail des enseignants et les AESH qui vivent des situations extrêmement violentes en classe : élèves qui hurlent, frappent, se débattent, s'échappent. Les élèves inclus souffrent, les équipes souffrent, les familles souffrent. 120 élèves attendent une place en établissement spécialisé pour bénéficier de soins et se retrouvent en classe avec peu ou pas d'aides. L'éducation nationale et les médias continuent de présenter l'inclusion scolaire comme une évolution simple et naturelle, sans difficultés.

Il est choquant de constater que les établissements privés de second degré, tout en bénéficiant d'aides financières importantes de l'état et des conseils départementaux, ne respectent toujours pas les principes de laïcité, de mixité sociale et d'inclusion des élèves en situation de handicap. Le récent scandale impliquant les enfants de Mme Oudéa-Castéra met en lumière une hypocrisie flagrante : alors que l'éducation publique est laissée à l'abandon, les familles influentes peuvent choisir des écoles qui échappent aux règles d'égalité.

En cette rentrée 2024 placée sous le signe du Choc des Savoirs, force est de constater que l'information sur le contenu même de cette réforme n'est pas parvenue dans toutes les familles. Loin s'en faut. Pourtant constituer des groupes de niveau (ou à besoins, selon le ministre en poste) est lourd de conséquence. Quand par exemple, l'institution parle d'un « groupe à besoins », les collégiens comprennent « groupe des nuls ». L'estime de soi en prend un sacré coup dès l'entrée au collège, non ? De plus la recherche a établi que ces choix étaient stigmatisants et inefficaces sur le plan pédagogique. Enfin, qui accepterait que son enfant entre en 6^{ème} dans un groupe faible, avec le risque d'y passer une bonne partie de ses années de collège, et avec des contenus différents de ceux des autres collégiens ? Les parents les plus éloignés de l'École ? Il s'agit donc bien là de tri social.

D'ailleurs, devant les nombreuses hésitations du ministère sur le sujet, 65% des collèges en France n'appliquent pas le principe des groupes de niveau, ce qui pose une inégalité de traitement dans un service public plus vraiment national.

Prenons maintenant quelques exemples très pratiques de dysfonctionnements directement liés à cette réforme dans les Hautes-Pyrénées :

- certains groupes (prétendument) de besoins sont à 28 ou 29 ;
- les élèves de 6^{ème} se trompent systématiquement dans leur emploi du temps lorsqu'ils doivent quitter leur classe pour aller dans un groupe en mathématiques ou français, ce qui occasionne de nombreux retards ;

- leur professeur principal a en responsabilité quelques élèves de tel groupe, quelques élèves de tel autre... quand il les a !

- étant données les fortes contraintes, les emplois du temps sont devenus d'une extrême complexité, ce qui occasionne une dégradation des conditions de travail des enseignants et d'apprentissage des élèves. Ici les 4^{ème} A ont cours d'histoire dans la même matinée de 8h à 9h, puis à nouveau de 10h à 11h. Là les 6^{ème} D ont deux heures de français, suivies de deux heures de mathématiques le mercredi matin une fois sur deux. De quoi rentrer chez soi la tête bien pleine, n'est-ce pas ?

- depuis l'an dernier notamment, les élèves n'ont pas toujours face à eux un professeur de mathématiques ou de français pour assurer des cours de mathématiques ou de français. Cela a parfois été des professeurs de technologie, de physique, des professeurs des écoles, etc. Les formations et les statuts ne sont plus respectés, et quand on prétend donner la priorité aux enseignements fondamentaux, c'est une façon contreproductive de s'y prendre.

Au passage, contrairement à ce qu'a pu dire Mme l'Inspectrice d'Académie, le Pacte n'est pas de la revalorisation, et la crise de recrutement chez les enseignants est directement liée à des rémunérations indécentes. D'ailleurs de nombreuses publications en attestent régulièrement, qu'elles soient scientifiques ou issues de l'Inspection Générale. Il ne faut donc pas s'étonner que la ministre n'arrive pas à mettre un professeur en face de chaque élève.

Nous constatons aussi que nos collègues titulaires remplaçants sont maltraités par l'institution. En effet il arrive très souvent qu'ils soient affectés sur des postes partagés, alors que dans leur établissement de rattachement, des heures soient prises en charge par des contractuels, non formés et recrutés sur des bases opaques. Il en est de même pour des PE détachés sur des postes de certifiés de mathématiques ou de français. Les mutations deviennent alors quasi impossibles pour les titulaires, et les TZR n'ont aucun espoir de se stabiliser à moyen terme.

L'éphémère ministre G. Attal a décidé à coups de menton volontaristes du fameux choc des savoirs. Il a d'ailleurs été le seul bénéficiaire quand on regarde son évolution de carrière. Il a passé le relais à la « regrettée » A. Oudéa-Castéra, qui a passé le relais à la « démissionnaire » N. Belloubet. En attendant le prochain ministre, qui jettera une partie de tout ça aux orties, sans vraiment remettre à plat les réformes de ces prédécesseurs. Une couche supplémentaire au désordre. Comme d'habitude.

Nous savons que les finances de notre pays sont au plus mal. Ce n'est pas l'EN qui a pu bénéficier du « pognon de dingue » dépensé dans la période. Peut-être va-t-il être mis fin à des politiques économiques et fiscales iniques, mais si comme souvent le collège devait encore subir une purge comme ces dernières années, alors nous aurons besoin de la mobilisation de tous. L'exemple de Parcoursup devrait servir de leçon: les professeurs qui ont lutté contre ont été traités de preneurs d'otages. Et depuis, tous les ans, des parents se plaignent de la façon dont sont traités leurs enfants. Un peu tard.

Il serait souhaitable que chacun prenne conscience des très grandes difficultés que rencontre l'Ecole, et que tous, parents et élus, soient aux côtés des enseignants pour la défendre.

Face à cette situation critique, nous appelons à une mobilisation collective le 1^{er} octobre pour défendre notre école publique, augmenter les salaires et abroger la réforme des retraites.